



SYMISOA
50, route de St Denis
42190 CHARLIEU
T : 04.77.60.97.91
contact@symisoa.fr
www.symisoa.fr

Objet de la consultation :

TRAVAUX D'IMPRESSION
(bulletin d'information et divers supports de communication)

Marché passé selon une procédure adaptée
Article 27 du Décret 2016 – 360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Règlement de consultation

Marché 2017-04

Établi le 23 octobre 2017

Date limite de réception des candidatures : **27 novembre 2017 – 17H**

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

La consultation a pour objet des travaux d'impression pour le SYMISOA, dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de rivière Sornin Jarnossin (2017-2021) qu'il anime.

La mission objet de la consultation comprend :

- impression du bulletin d'information annuel,
- impression de divers supports de communication (documents pédagogiques sur les différentes thématiques abordées par le SYMISOA).
- impression d'un guide de jardinage sans pesticide

Le titulaire s'engage à fournir toutes les prestations objet du présent marché.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1- Procédure applicable : nature et forme du marché

Le marché, objet de la présente consultation, est un marché de fournitures et de services passé en procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Ce marché est un accord-cadre à bons de commande :

Montant maximum du marché (sur 5 ans) : 20 000 €HT

2.2- Délai et date d'exécution

Le présent marché est passé pour une durée de cinq (5) ans à compter de sa notification.

Les engagements de délais du candidat figurant dans son offre seront contractuels.

2.3- Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.5- Mode de règlement du marché

Les prestations seront rémunérées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur sur les fonds propres de la collectivité.

Le délai de règlement est de 30 jours, à compter de la date de réception de la facture par la collectivité.

2.6- Cautions et garanties exigées

Aucune caution ni aucune garantie n'est prévue dans le marché.

2.8 Forme juridique des soumissionnaires

Le contrat sera confié à un opérateur économique unique ou à un groupement d'opérateurs économiques.

Les groupements d'opérateurs économiques seront soit conjoints, soit solidaires. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra obligatoirement être solidaire.

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Les candidats n'ont pas à apporter de modifications au dossier de consultation des entreprises.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard, dix jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail du dossier de consultation. Si le délai de remise des candidatures ou des offres est reporté par le Pouvoir Adjudicateur, la possibilité de modifier le dossier de consultation est également reportée en fonction de la nouvelle date.

La présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée. A ce titre le dossier de consultation est téléchargeable sur le site suivant : **www.symisoa.fr** - rubrique « téléchargements » »/ « marchés publics ».

ARTICLE 4 : COMPOSITION DU DOSSIER

Les documents seront entièrement rédigés en langue Française et exprimés en euro.

4.1- Documents relatifs à la candidature

Le candidat transmet les éléments suivants :

Situation juridique du candidat

(formulaire DC1 ou autre support équivalent contenant les mêmes informations)

- Lettre de candidature, que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement, accompagnée des attestations sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance et est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail relatif à l'emploi des travailleurs handicapés
- Les documents attestant les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés

Capacité économique et financière du candidat

(formulaire DC2 ou autre support équivalent contenant les mêmes informations)

- Chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ou depuis leur création pour les entreprises plus récentes
- La preuve d'une assurance des risques professionnels

Capacité technique et professionnelle du candidat

Les références professionnelles produites par le candidat devront traduire sans ambiguïté la capacité du candidat à prendre en compte la totalité des aspects que recouvre la mission confiée par le maître d'ouvrage.

- Présentation d'une liste de références concernant des réalisations de prestations en lien avec le cahier des charges de la présente consultation.
- Présentation des moyens humains et matériels du candidat

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira en outre :

- les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du Travail ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou NOTI 2.

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables gratuitement sur le site du ministère de l'économie.

Le cas échéant, pour justifier des capacités d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur (article 50 du décret). En outre, il apporte la preuve qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du contrat.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le contrat produira dans un délai indiqué par le pouvoir adjudicateur à compter de sa demande, les documents justificatifs et moyens de preuve prévus aux articles 50 et 51 du décret.

Conformément à l'article 55 du décret, à défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le contrat ne lui soit attribué.

4.2- Documents relatifs à l'offre

L'offre contiendra :

1. L'acte d'engagement dûment complété et signé
2. le BPU complété et signé,
3. Une note technique présentant la manière dont il entend répondre au cahier des charges (qualité de l'impression, papier, label environnementaux, type de livraison...).

Le CCTP et le CCAP ne peuvent être modifiés et n'ont pas à être retournés, l'exemplaire de la collectivité faisant foi.

Le candidat indiquera une adresse électronique valable pour tous les échanges dématérialisés avec la Collectivité.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES

Sous réserve de la conformité administrative du dossier de candidature, les critères intervenant pour la sélection des offres sont les suivants :

– 60 points : Prix de la prestation

Les prix des candidats seront comparés en se basant sur le nombre de tirages envisagés pour chaque type de support à imprimer, tels qu'indiqués dans le BPU, en se basant sur le quantitatif 1000 (sauf pour le prix N°1 correspondant au bulletin d'information, pour lequel le quantitatif est fixé à 1500)

Ce critère se verra affecter une note sur 60 décomposée de la manière suivante :

- La meilleure offre obtient la note maximale (60)
- Les offres sont ensuite notées comme suit : $\text{Note} = (60 \times \text{offre mini}) / \text{offre candidat}$

– **20 points : Délai**

La note obtenue sera définie au vue des délais annoncés (y compris délais de livraison).

Ce critère se verra affecter une note sur 20 décomposée de la manière suivante :

- La meilleure offre obtient la note maximale (20)
- Les offres sont ensuite notées comme suit : $\text{Note} = (20 \times \text{offre mini}) / \text{offre candidat}$

– **20 points : Approche du candidat, telle qu'elle sera définie dans la note technique (cf. § 4.2).**

Le candidat retenu sera celui qui obtient la note maximale sur 100.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront contacter le SYMISOA – Céline DECHAVANNE (directrice et chargée de mission du contrat de rivière) : 04.77.60.97.91 / c.dechavanne@symisoa.fr

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat.

7.1 Retrait des dossiers de consultation

Contenu du dossier de la consultation :

- Règlement de la consultation
- Acte d'engagement
- CCAP
- CCTP et annexes
- BPU

La présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée. A ce titre le dossier de consultation est téléchargeable sur le site suivant : **www.symisoa.fr** - rubrique « téléchargements » »/ « marchés publics ». Les candidats retirant un dossier dématérialisé doivent en informer le maître d'ouvrage par mail (c.dechavanne@symisoa.fr) afin d'être tenus informés des suites de la procédure.

7.2 Remise des candidatures et des offres

Les candidats ont la possibilité de remettre ou envoyer leur dossier de candidature/offre sous format papier ou de l'envoyer par voie électronique (offre dématérialisée).

a) Dossiers sous format papier

Les candidats transmettent leur dossier sous pli cacheté par voie postale en recommandé avec demande d'avis de réception ou dépôt aux heures d'ouverture des bureaux contre récépissé à l'adresse suivante :

SYMISOA

50, route de St Denis

42190 CHARLIEU

Les bureaux sont ouverts du Lundi au Vendredi de 8H30 à 12H30 et de 13H30 à 17H00.

Les plis porteront obligatoirement la mention suivante :

Candidature/Offre pour :

SYMISOA 2017-04 – Travaux d'impression

NE PAS OUVRIR

Attention : Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées en 1^{ère} page du présent document, ne seront pas retenus.

b) Dossiers dématérialisés

Les candidats ont la possibilité d'envoyer leur dossier par voie électronique, par courriel à l'adresse suivante (avec demande d'accusé de réception) : c.dechavanne@symisoa.fr.

ARTICLE 8 – ERREURS OU DISCORDANCES DE PRIX

En cas d'erreurs ou de discordances dans les éléments de prix communiqués, les dispositions suivantes seront adoptées :

Discordance entre le BPU et l'acte d'engagement : les valeurs portées dans l'acte d'engagement prévalent.

Dans le cas d'une erreur dans le calcul de la TVA, celle-ci sera rectifiée au moment de l'établissement du marché.

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les demandes de renseignements complémentaires sont déposées par écrit (courrier ou courriel) 8 jours avant la date limite de remise des candidatures/offres à l'attention de :

Céline DECHAVANNE,

Tél : 04.77.60.97.91

Courriel : c.dechavanne@symisoa.fr

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des candidatures/offres.

Dans le cas où une/des modification(s) du dossier interviendrait(en)t dans un délai inférieur à six (6) jours, la date limite de remise des candidatures/offres se verra repoussée du nombre de jour(s) nécessaire pour respecter ce délai ou, si la modification le nécessite, d'un délai permettant raisonnablement aux soumissionnaires de prendre en compte ces modifications.

ARTICLE 10 – PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est : Tribunal Administratif de LYON

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.